

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Lieve Jorens,  
*Échevin-e-s* ;  
Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van  
Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline  
Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck,  
Matthieu Pillois, François Paul André Lebovy, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Florence Couldrey, Bruno Collard, *Échevin-e-s* ;  
Véronique Artus, Valérie Cops, Didier Molders, *Conseillers communaux*.

**Séance du 24.10.19**

---

**#Objet : Modification du statut pécuniaire du personnel communal - article 37 - allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure- report du 27/06/2019#**

---

Séance publique

**Rémunérations**

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 24 mars 2016, références #002/24.03.2016/A/0022#, portant « Modification du statut pécuniaire du personnel communal : Allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure (intérim ou suppléance) » ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat ;

Considérant que le statut pécuniaire prévoit un double régime :

1. Une allocation d'intérim ouverte aux agents statutaires mais aussi aux agents contractuels qui remplissent la fonction de responsable de service et rencontrent les objectifs de management qui leur ont été assignés ;
2. Une allocation de suppléance qui rémunère les agents, statutaires ou contractuels, qui assurent correctement la gestion journalière du service ;

Une évaluation tous les six mois est prévue. Cette période s'avère, à l'épreuve des faits, trop courte et il est proposé de la porter à un an.

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

De modifier sa délibération du 24 mars 2016 portant « Modification du statut pécuniaire du personnel communal : Allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure (intérim ou suppléance) » de la façon suivante:

**Section 4 Allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure****Article 37**

Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas

à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire et qu'il soit attribué une allocation pour fonction supérieure ( intérim ou suppléance).

La désignation au poste définitivement vacant ou momentanément non occupé ne pourra avoir lieu que si l'intérêt du service le justifie, ce qui devra être dûment motivé par le Secrétaire communal.

Il ne peut être pourvu, **dans un premier temps**, pour plus de 6 mois à un emploi définitivement vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

a. Emploi momentanément non occupé

Si l'emploi est momentanément non occupé, le délai initial de 6 mois peut être prorogé par le Collège ~~par période de 6 mois~~ moyennant l'avis de la **Direction des Ressources humaines**. La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

b. Emploi définitivement vacant

~~Une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.~~

Un emploi est réputé définitivement vacant lorsque le titulaire n'a pas repris ses fonctions régulièrement endéans les 3 ans, à dater de la 1ère absence.

§ 1er. 1) Une allocation, qualifiée d'allocation d'intérim, est accordée aux agents communaux, contractuels ou statutaires, qui assument une fonction supérieure à celle de leur grade.

Par fonction supérieure, il faut entendre toute fonction de grade 4 au moins c'est-à-dire d'encadrement au sens de l'article 6 du statut administratif et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade et qui amène l'agent à exercer la direction de service comptant au moins 7 personnes et prévu dans l'organigramme visé à l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale.

2) La désignation pour exercer la fonction supérieure se fait par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

3) Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé les fonctions supérieures d'une façon ininterrompue pendant un mois au moins.

4) Pour conserver le bénéfice de cette allocation ~~au-delà de six mois~~, l'agent doit être évalué favorablement au regard d'objectifs de management **au terme de la période d'exercice de fonctions supérieures définie par le Collège et au moins une fois par an**. Si l'agent n'a pas atteint les objectifs de management assignés mais qu'il assume correctement la gestion journalière du service, il a droit à l'allocation de suppléance prévue au § 2.

5) L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement sans préjudice du délai fixé au point 3. Elle est payée mensuellement et à terme échu.

6) a) L'allocation d'intérim est égale à la différence entre le traitement dont bénéficie l'agent dans son grade effectif et le traitement qui lui serait octroyé s'il était promu au niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

b) Par dérogation au a, l'allocation d'intérim des agents qui bénéficient dans leur grade effectif d'une échelle de traitement de code 4 est égale à la différence entre le traitement dont il bénéficie et le traitement code 4 du niveau directement supérieur.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend:

- le traitement ou, s'il échet, le traitement en carrière bonifiée;
- éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

c) Il ne peut y avoir de cumul entre l'allocation d'intérim et la valorisation pécuniaire prévue aux articles 28 quinquies et 28 sexies. Lorsqu'un agent rencontre les conditions pour disposer tant de la valorisation pécuniaire que d'une allocation d'intérim, il a droit à la valorisation ou l'allocation la plus élevée.

7) Si l'agent est promu à titre définitif à l'emploi qu'il a exercé sans interruption, les services prestés à titre provisoire sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois pouvoir remonter au-delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut communal pour accéder au grade.

§2. 1) Une allocation, qualifiée d'allocation de suppléance, est accordée aux agents communaux, contractuels ou

statutaires, qui assument la gestion journalière du responsable de leur service pendant son absence lorsque celle-ci excède une durée continue d'au moins un mois.

Par « gestion journalière », on entend notamment la gestion des congés, remplacements, récupérations, etc..., la répartition des tâches quotidiennes, la préparation ou le contrôle des décisions du Collège de demande ou octroi de subsides, d'achats, de services récurrents. Ne font pas partie des tâches de gestion journalière, la conception, la planification et l'évaluation d'objectifs à moyen et long terme et/ou définis dans des plans ou programmes pluriannuels.

2) L'exercice des tâches de gestion journalière par l'agent fait l'objet d'une désignation ou d'une ratification par le Collège.

3) L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement sans préjudice du délai fixé au § 1., 3) . Elle est payée mensuellement et à terme échu.

Pour conserver le bénéfice de cette allocation ~~au-delà de six mois~~, l'agent doit être évalué favorablement en vue d'attester qu'il assume correctement la gestion journalière du service **au terme de la période d'exercice de fonctions supérieures définie par le Collège et au moins une fois par an.**

4) a) Le montant annuel de l'allocation de suppléance est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale de l'échelle de traitement qui serait octroyée à l'agent s'il était promu au niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

b) Par dérogation au a, le montant annuel de l'allocation de suppléance des agents qui bénéficient dans leur grade effectif d'une échelle de traitement de code 4 est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale de l'échelle de traitement de code 4 du niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

L'allocation de suppléance ne pourra jamais être supérieure aux 2/3 de l'allocation d'intérim.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 25 octobre 2019

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,

Le Bourgmestre,

Philippe Jacques

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Paul André Lebovy, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Florence Couldrey, Bruno Collard, <i>Schepenen</i> ; Véronique Artus, Valérie Cops, Didier Molders, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 24.10.19**

---

**#Onderwerp : Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel - artikel 37 - Toelage wegens uitoefening van hogere functies- uitstel van 27/06/2019#**

---

Openbare zitting

**Bezoldigingen**

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 24 maart 2016 ( #002/24.03.2016/A/0022#), « Wijziging van het geldelijke statuut van het gemeentelijke personeel : Toelage wegens uitoefening van hogere functies (waarnemingstoelage of plaatsvervangingsstoelage) »;

Gezien het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gezien het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen;

Overwegende dat het geldelijke statuut een dubbel stelsel voorzien :

1. Een waarnemingstoelage toegankelijk voor de vastbenoemde agenten maar ook voor de contractuele agenten die de functie van dienst verantwoordelijke uitoefenen en de doelstellingen van management ontmoeten die hun werden toegewezen;
2. Een plaatsvervangingsstoelage die de vastbenoemde of contractuele agenten bezoldigen die het dagelijkse beleid van de dienst juist waarborgen;

Een halfjaarlijkse evaluatie wordt voorzien. Deze periode is eigenlijk te kort en er wordt voorgesteld deze te verlengen tot een jaar.

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

Zijn beraadslaging zijn beraadslaging van 24 maart 2016 ( #002/24.03.2016/A/0022#), « Wijziging van het geldelijke statuut van het gemeentelijke personeel : Toelage wegens uitoefening van hogere functies (waarnemingstoelage of plaatsvervangingsstoelage) » als volgt te wijzigen:

**Afdeling 4 Toelage wegens uitoefening van hogere functies**

**Artikel 37**

Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen en een toelage voor een hogere functie (waarnemings of plaatsvervangingsstoelage) toe te kennen.

De aanduiding aan de definitief openstaande of tijdelijk betrekking zal slechts kunnen plaatsvinden als het belang van de dienst het rechtvaardigt ,hetgeen naar behoren door de gemeentesecretaris gemotiveerd zal moeten worden.

In het begin, er kan in een definitief openstaande of in een tijdelijke niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

a. Tijdelijk niet waargenomen betrekking

Indien de betrekking tijdelijk niet waargenomen wordt, kan de eerste termijn van zes maanden door het College ~~en per periode van zes maanden~~ worden verlengd mits een gunstig advies van het Human Resources Manager. De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

b. Definitief openstaande betrekking

~~Een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking kan slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.~~

Een betrekking is definitief vacant beschouwd wanneer de houder zijn functies niet binnen de drie jaar regelmatig hernomen heeft vanaf de eerste afwezigheid.

§ 1er. 1) Een toelage die als waarnemingstoelage wordt gekwalificeerd, wordt aan de contractuele of vastbenoemde gemeente agenten toegekend, die een hogere functie dan hun graad uitoefenen.

Als hogere functie moet beschouwd worden elke functie van tenminste graad 4 d.w.z. leidinggevende functies in de zin van artikel 6 van het administratieve statuut en overeenstemt met een graad waarvan de toekenning van zodanige aard is dat zij voor het personeelslid een bevordering behelst die de agent ertoe aanzet om de directie van dienst uit te oefenen die minstens 7 personen telt en voorzien is in het organigram zoals bedoeld in artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet.

2) De aanwijzing tot het uitoefenen van de hogere functie geschiedt door de overheid bekleed met het benoemingsrecht.

3) Het voordeel van de toelage mag verleend worden aan het personeelslid dat gedurende ten minste één maand de hogere functies onafgebroken heeft uitgeoefend.

4) Om deze vergoeding langer ~~dan zes maanden~~ te kunnen blijven ontvangen, moet het personeelslid aan het einde van de periode waarin hogere functies door het college worden uitgeoefend en ten minste eenmaal per jaar positief worden beoordeeld in het licht van de beheersdoelstellingen. Als de agent de toegewezen doelstellingen van management niet heeft bereikt maar het dagelijkse beleid van de dienst opneemt, heeft hij recht op de plaatsvervangingsstoelage voorzien in §2.

5) De toelage mag ingaan van de dag waarop de hogere functie werkelijk opgenomen werd, onverminderd de tijdsruimte, bepaald in 3. Zij wordt maandelijks bij vervallen termijn uitbetaald.

6) a) De waarnemingstoelage is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvan de agent in zijn werkelijke graad geniet en de bezoldiging die hem zou toegestaan worden voor de graad volgend op zijn niveau.

b) Naar analogie van a, is de waarnemingstoelage van de agenten die een werkelijk graad van een weddeschaal van code vier genieten gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvan hij geniet en de bezoldiging code 4 van het direct hogere niveau.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaand lid omvat :

- de wedde, bij voorkomend geval, de wedde met bijslag;
- eventueel de hard- of standplaatstoelagen.

c) Er kan geen cumulatie tussen de waarnemingstoelage en de financiële vergoeding, die in artikelen 28 quinquies

en 28 sexies voorzien is. Wanneer een agent de voorwaarden ontmoet om zowel de financiële vergoeding als van een waarnemingstoelage te beschikken, heeft hij recht op de valorisatie of de hoogste toelage.

7) Indien het personeelslid vast bevorderd wordt tot de betrekking die het zonder onderbreking heeft waargenomen, dan mogen de ten voorlopige titel verstrekte diensten in aanmerking worden genomen, zowel voor de vaststelling van de wedde als voor de ranginneming, zonder evenwel te kunnen teruggaan tot vóór de datum waarop de betrokkene alle vereiste statutaire voorwaarden vervulde om tot de graad benoemd te worden.

§2. 1) Een toelage, die van plaatsvervangingsstoelage wordt gekwalificeerd, wordt aan de contractuele of vastbenoemde gemeente agenten toegekend, die het dagelijkse beleid van de verantwoordelijke van hun dienst gedurende zijn afwezigheid opneemt, wanneer deze minstens een onafgebroken duur van een maand overschrijdt. Onder dagelijks beleid, verstaat men met name het beleid van het verlof, vervangingen, recuperatie, enz., de verdeling van de dagelijkse taken, de voorbereiding of de controle van de beslissingen, van het College, van vraag of toekenning van subsidies, van aankopen, van terugkerende diensten. Maken geen deel van de dagelijks beleidstaken uit, de opvatting, de planning en de evaluatie van doelstellingen op middellange en lange termijn en/of bepaalde in meerjarige plannen of programma's.

2) De oefening van de dagelijkse beleidstaken door de agent is het onderwerp van een aanduiding of een bekrachtiging door het College.

3) De toelage mag ingaan van de dag af, waarop de hogere functie werkelijk opgenomen werd, onverminderd de tijdsruimte, bepaald in §1.,3). Zij wordt maandelijks bij vervallen termijn uitbetaald.

Om langer voor deze vergoeding in aanmerking te blijven komen, moet het personeelslid na afloop van de door het College vastgestelde periode van hogere functies en ten minste eenmaal per jaar een positieve beoordeling krijgen om te bevestigen dat hij of zij het dagelijks beheer van de dienst naar behoren uitvoert.

4) a) Het jaarlijkse bedrag van de plaatsvervangingsstoelage is gelijk aan twee maal de waarde van de voorlaatste biënnale verhoging van de weddeschaal die zou toegestaan worden als de agent op direct hoger niveau werd bevorderd, dan die die hij bezet.

b) Naar analogie van a, is het jaarlijkse bedrag van de plaatsvervangingsstoelage van de agenten die in hun werkelijke graad van een wedde schaal van code 4 genieten tweemaal gelijk aan de waarde van de voorlaatste biënnale verhoging op de weddeschaal van code 4 van het direct hogere niveau dan die die de agent bezet.

De plaats vervangingsstoelage zal nooit hoger dan 2/3 van de waarnemingstoelage kunnen zijn.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 25 oktober 2019

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Philippe Jacques

Didier Gosuin